



## **International Relations Candidatura d'Unitat Popular (CUP)**

Estimées camarades.

Des jours avant le jugement contre le droit à l'autodétermination du peuple catalan, la Police Nationale Espagnole active une série de détentions à des militants de la gauche indépendantistes, parmi eux, des maires élus.

Ce matin 16 janvier, la Brigade d'intervention de la PNE, a arrêté deux maires de la CUP de la zone de Gironne, Ignasi Sabater du village de Verges et Dani Cornellà de Celrà, et au moment où j'écris ces mots, neuf militants et activistes supplémentaires. Au total onze personnes.

Cette opération n'a aucun mandat judiciaire, malgré que la PNE, dise le contraire. Le Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne a affirmé qu'il n'y a pas d'ordre judiciaire et que l'opération répond, à une initiative de la Brigade de Investigación de la PNE. Cette opération donc, a été menée sans aucun mandat ni citation contre les personnes arrêtées.

Les avocats n'ont pas encore eu la possibilité de parler avec les détenus et quand ils se sont présentés devant le commissariat et qu'ils ont parlé en catalan, comme la loi le permet, la police ne les a pas laissés rentrer tant qu'ils continueraient à ne pas parler espagnol. Finalement ils ont pu accéder à 11:30, plus de trois heures après les détentions.

Un des membres de la BI de la PNE, qui porte les détentions, n'est autre l'agresseur de Jordi Borrás, journaliste photographe qui couvre les événements en Catalogne et dénonce périodiquement l'extrême droite espagnole.

Cette action s'encadre dans l'attitude liberticide et répressive de l'Etat espagnol qui a mis tous les instruments dans son pouvoir, pour criminaliser et punir le projet indépendantiste. La violation du droit comme le droit à l'autodétermination, est une atteinte gravissime et constante des droits civils et politiques aussi individuellement. On ne peut pas tolérer, ni permettre cette situation.

Sans garanties procédurales ni démocratiques, tout procès judiciaire contre le droit à l'autodétermination doit faire l'objet de dénonciation. Ça va être une des priorités politiques de la CUP et de la gauche indépendantiste.

Devant cette situation et injustice, on accuse l'Etat d'autoritarisme et d'une attaque constante à la démocratie. C'est l'Etat espagnol que l'on doit juger. C'est l'Etat espagnol et ses institutions, celles qui ne nous permettent pas une solution démocratique du conflit.

Nous convoquerons des mobilisations avec d'autres organisations politiques, sociales et syndicales. On appelle donc à la solidarité parce que cette atteinte de nos droits nous affecte à toutes.

On reste à votre entière disposition et on continuera à vous informer.



**International Relations  
CUP Exterior  
Candidatura d'Unitat Popular (CUP)**